

L'ARGENT DE LA MIGRATION MEXICAINE : CONSOMMATION, INVESTISSEMENTS ET DÉPENSES COLLECTIVES

Jean PAPAIL

Les migrations internationales et les transferts de fonds privés qui leur sont associés ont connu un essor considérable depuis les années 1970. Le nombre de migrants dans le monde est passé de 84 millions en 1975 à 214 millions en 2010, tandis que les transferts de fonds privés, de l'ordre de 10,2 milliards de dollars en 1975, atteignaient 440 milliards de dollars en 2010 selon la Banque mondiale (2011). On a parfois qualifié cette période de « nouvelle ère des migrations internationales » (Zuñiga Herrera, Leite, 2004), car au-delà de la forte croissance des mouvements de population, on a assisté à une profonde transformation des principales caractéristiques de ces flux (accroissement de la migration clandestine, de la migration familiale, de la durée des séjours, de la migration d'installation au détriment de la migration temporaire ou circulaire, de la déconcentration territoriale et professionnelle, etc.), qui ont induit des modifications importantes dans l'allocation des ressources produites par le travail migratoire.

La société mexicaine est profondément marquée par la migration internationale, essentiellement dirigée vers les États-Unis (qui captent environ 95 % des flux), avec lesquels elle partage une frontière de 3 000 kilomètres. Au début des années 2000, on estimait que près de 20 % des ménages mexicains (37 % dans le Centre Ouest, principale région d'émigration) avaient un lien avec la migration internationale (CONAPO, 2002), soit qu'ils aient des membres résidant aux États-Unis, ou résidant au Mexique mais avec des antécédents migratoires, soit qu'ils bénéficiaient de transferts monétaires (les *remesas*) provenant du pays voisin. En 2010, le

Mexique reste le principal fournisseur de migrants internationaux (11,8 millions d'émigrants, soit environ 10 % de l'ensemble de la population née au Mexique), devant l'Inde (11,4 millions), la Russie (11,1 millions), la Chine (8,3 millions) et l'Ukraine (6,6 millions), mais n'est que le troisième récepteur de fonds privés (21,3 milliards de dollars), loin derrière la Chine (51 milliards), et l'Inde (55 milliards). L'évolution du montant des transferts de fonds privés internationaux – contrepartie des mouvements de population – apparaît nettement découplée de celle du volume des migrations internationales, car elle inclut un certain nombre de rubriques (virements de pensions, contreparties de commerces et services à petite échelle, trafics illicites divers...) qui s'ajoutent aux montants de l'épargne de travail réalisée par les migrants dans leur pays d'accueil et transférée vers leur famille dans leur pays d'origine (qui représentent ce que l'on appelle communément les *remesas* familiales). L'importance du volume des *remesas* et leur allocation dépendent de différents facteurs (niveaux de revenus et d'épargne, types de migrants – circulaires ou de longue durée –, environnement familial aux États-Unis, besoins familiaux au Mexique, projets des propres migrants, etc.) dont l'évolution modifie peu à peu les comportements d'épargne, de consommation et d'investissements.

Selon le *Consejo Nacional de la Población* (CONAPO), la proportion de ménages recevant des *remesas* de l'extérieur s'élevait à 3,7 % en 1992 dans le pays. Elle a culminé à 7 % en 2006, avant de redescendre à 3,9 % en 2010, lors de la récession économique. Ces transferts représentaient 2,6 % du PIB mexicain en 2010, mais près de 10 % dans la région d'émigration traditionnelle du Centre Ouest (États de Guanajuato, Zacatecas, Michoacan et Jalisco). Ces *remesas*, dont la majeure partie est utilisée pour satisfaire les besoins courants (alimentation, santé, habillement, éducation, logement...) ou exceptionnels (accidents, décès, dettes, événements festifs...) des familles de migrants, permettent de soutenir la consommation et d'atténuer les niveaux de pauvreté parmi les ménages récepteurs. Une fraction des *remesas* (que l'on estime entre 5 et 20 %) est néanmoins utilisée dans des investissements patrimoniaux (terrains, logements) ou productifs (création de micro-entreprises), permettant la génération de revenus locaux et la création d'emplois. Une petite partie de l'épargne des migrants internationaux est également transférée collectivement par les associations et clubs de migrants aux États-Unis sous la forme d'une participation à des investissements sociaux (construction de routes rurales, électrification, travaux de voirie, réparation ou construction d'édifices, dotations diverses...) dans leurs localités d'origine, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie dans les zones de départ. Depuis une dizaine d'années, sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale, les migrants et les transferts de fonds liés à la migration ont pris une place croissante,

particulièrement au Mexique, dans les nouvelles stratégies de développement et de réduction de la pauvreté (Arroyo, 2008).

Après un bref rappel de l'évolution récente des flux de migration et de *remesas* entre le Mexique et les États-Unis, nous examinerons les différentes modalités de dépenses, de consommation et d'investissements réalisés par les migrants et leurs familles sur leurs lieux d'origine, en utilisant les données de la Banque de Mexico, de l'Institut national de la statistique (INEGI) à travers les résultats de ses enquêtes nationales, du Conseil national de la population (CONAPO), et des enquêtes plus ponctuelles réalisées par l'Université de Guadalajara et l'IRD.

L'essor de la migration internationale et des flux monétaires entre le Mexique et les États-Unis

L'émigration des Mexicains vers les États-Unis a des racines profondes et anciennes. Elle remonte au milieu du XIX^e siècle, à partir de la cession par le Mexique des territoires du Nord (Californie, Nouveau Mexique, Arizona, Utah, Nevada, Texas) à son puissant voisin, après la sécession du Texas en 1836 et la guerre entre les deux pays (1846-1848). La demande de main-d'œuvre dans ces territoires sous-peuplés (création d'infrastructures, développement de l'agriculture et de l'élevage, industrialisation) et l'instabilité politique régnant au Mexique provoquèrent des mouvements migratoires ininterrompus de travailleurs mexicains. Les deux guerres mondiales et la guerre de Corée incitèrent les deux gouvernements à mettre en place des programmes de travailleurs migrants temporaires (programme *Bracero*, essentiellement dans l'agriculture) qui se substituèrent aux soldats engagés dans ces conflits, et qui mobilisèrent près de 5 millions de travailleurs mexicains de 1942 à 1964. La fin du programme *Bracero* au milieu des années 1960, la réduction de la croissance économique du Mexique depuis le début des années 1980, les besoins croissants de main-d'œuvre peu qualifiée dans différentes branches de l'économie nord-américaine, l'expansion des réseaux migratoires, l'accentuation des différences salariales entre les deux pays, provoquèrent une très forte croissance de l'émigration, devenue majoritairement irrégulière. Le nombre de personnes nées au Mexique et recensées aux États-Unis s'est ainsi accru de 880 000 en 1970 à près de 12 millions en 2011, dont près de la moitié de femmes, et représente actuellement environ 10 % de l'ensemble de la population née au Mexique, et environ 15 % des actifs (15-64 ans) au Mexique. Si l'on prend en compte les descendants (2^e et 3^e générations), la population d'origine mexicaine aux États-Unis avoisine 30 millions de personnes en 2011, soit 10 % de la population des États-Unis.

Cette émigration, essentiellement composée d'actifs (le chômage reste en effet une cause mineure des déplacements), auparavant temporaire et

majoritairement dirigée vers les activités agricoles du pays frontalier, revêt depuis une trentaine d'années des formes de plus en plus variées et complexes, avec une forte croissance de la composante de longue durée ou définitive. Certains auteurs (Lozano, Olivera, 2006) considèrent que l'on assiste à la mise en place d'un modèle de transition, due à la possibilité à partir de 1997, pour les migrants mexicains, d'avoir une double nationalité, à l'expansion des regroupements familiaux qu'elle permet, au durcissement du contrôle frontalier qui a fait exploser les coûts de passage clandestin de la frontière (de l'ordre de 500 dollars au début des années 1990, jusqu'à 3 000 et même 5 000 dollars en 2009 entre Mexicali, ville mexicaine de la frontière, et Los Angeles), et qui incite les migrants clandestins à prolonger leur séjour (Zuñiga Herrera, Leite Paula, 2006). On le constate en comparant les durées moyennes de séjour aux États-Unis parmi les migrants de retour, qui sont passées de 11,6 mois en 1995-2000 à 19,1 mois en 2004-2009 (ENIGH, 2009), ou la proportion de retours parmi les émigrants des périodes quinquennales précédant les enquêtes ENADID. Ces proportions s'élevaient à 55 % en 1987-1992, 46 % en 1997-2002 et 30 % en 2004-2009. Un autre indice – le taux de propriété du logement, qui s'élève à 45,8 % en 2010 parmi les migrants mexicains (67,4 % parmi les « natives »), selon les données de l'*American community survey* – semble indiquer un enracinement important dans le pays voisin, qui entraînerait l'adoption progressive du mode de consommation nord-américain.

Les transferts de fonds privés sont constitués de trois composantes selon la définition de la Banque mondiale : les envois des travailleurs résidant à l'étranger, la rémunération des salariés non-résidents (migrants temporaires) et les transferts des migrants (valeur nette du patrimoine transféré lors de la migration). L'importance de ces composantes diffère selon les classifications adoptées par chaque pays. De plus, la dimension des canaux informels (transferts de poche, transferts non enregistrés) demeure très variable selon les pays et peut parfois produire une sous-estimation importante du volume total de ces transferts. En 2010, les transferts de fonds entre particuliers étaient estimés à 440 milliards, dont 325,5 milliards captés par les pays en développement, et représentaient 0,7 % du produit mondial (58 000 milliards). Ils étaient estimés à 10,2 milliards en 1975, 35 milliards en 1985, 101,3 milliards en 1995 et 131,5 milliards en 2000. Les améliorations dans l'enregistrement de ces données et les modifications des modes d'estimation ont contribué à la très forte croissance apparente du volume total des transferts durant les années 2000. En 2009, les envois de fonds déclarés étaient trois fois supérieurs au montant de l'aide publique internationale et quasiment aussi importants que les flux des investissements directs étrangers (IDE) vers les pays en développement. Parmi les pays qui recevaient plus de deux milliards de dollars en 2009, deux pays, l'Inde et la

Chine, se distinguent nettement en captant ensemble environ le quart des envois de fonds mondiaux. Ces transferts de l'extérieur ne représentent cependant que 1 % du PIB chinois et 3,9 % de celui de l'Inde, et n'ont pas le même impact que les transferts à destination des petits pays, qui peuvent représenter jusqu'à 35 % du PIB (Tadjikistan) ou 20 à 30 % comme dans le cas des Samoa (22 %), du Liban (22,4 %), de la Moldavie (23 %), du Népal (23,8 %), du Lesotho (25 %) et de Tonga (28 %).

En Amérique latine, l'importance du corridor migratoire Mexique-États-Unis, le plus transité au monde – 11,6 millions de migrants, devant celui de la Russie vers l'Ukraine (3,7 millions), de l'Ukraine vers la Russie (3,6 millions), du Bangladesh vers l'Inde (3,3 millions) et de la Turquie vers l'Allemagne (2,7 millions) – se traduit par un volume considérable d'envois de fonds vers le Mexique, qui est depuis longtemps l'un des principaux pays de réception des transferts internationaux. Mais la taille de son économie limite son impact à 2,6 % de son PIB (bien que ces transferts représentent 10 à 15 % du PIB dans certaines de ses régions traditionnelles de migration internationale), tandis que les transferts revêtent une importance particulière pour de nombreux petits pays de la région, comme au Honduras (19 %), en Guyane (17 %), au Salvador (15 %), en Haïti (15 %), à la Jamaïque (14 %), au Nicaragua (10 %) ou au Guatemala (10 %).

Dans le cas du Mexique (Graphique 1¹), les envois de fonds provenant de l'extérieur, de l'ordre de 2,5 milliards de dollars en 1990, se sont considérablement accrus, parallèlement à l'essor de l'émigration internationale, pour atteindre 21,3 milliards en 2010 selon la Banque du Mexique, soit près de 2,6 % du PIB mexicain (mais environ 10 % de celui de l'Ouest mexicain, principale région d'émigration). Le rythme de croissance du volume de ces transferts, découplé de celui du stock de migrants depuis le début des années 2000, suggère un renforcement considérable d'autres composantes de ces transferts (contreparties de services et de commerce à petite échelle de produits envoyés aux États-Unis, transferts de pensions, trafics illicites...) durant les dernières années, qui ne correspondent pas à la définition classique, communément employée, des *remesas* – envoi d'une partie de l'épargne réalisée par le travail des migrants à leur famille au Mexique (Tuiran, Santibañez, Corona : 2006).

Ces envois de fonds représentent l'une des principales ressources de devises du pays avec les ventes pétrolières, les recettes touristiques et les investissements directs de l'étranger, et sont généralement considérés comme moins volatiles, montrant une forte résilience durant les années de récession. Les transferts d'argent qui se réalisaient surtout par chèques (*money orders*) jusqu'au milieu des années 1990, donnaient lieu à des

1. Voir les graphiques et tableaux en annexe du chapitre.

commissions extravagantes (de l'ordre de 20-25 %) de la part des institutions financières. L'intensification de la concurrence et la généralisation des transferts électroniques permirent une forte réduction de ces coûts qui se situent autour de 4 à 5 % actuellement.

Revenus, épargne et transferts monétaires aux États-Unis

Comme nous l'évoquions, l'envoi de *remesas* familiales au Mexique de la part des migrants dépend de nombreux facteurs (niveau de revenus et taux d'épargne, environnement familial aux États-Unis et au Mexique, existence de projets de retour et de projets professionnels, cycle économique, taux de change).

Les revenus des migrants mexicains aux États-Unis restent largement inférieurs aux revenus de la population active de ce pays en général, et ont même subi, en une trentaine d'années, une érosion par rapport à celui de la population masculine blanche non latine : en 1980 le salaire médian² des travailleurs mexicains (218 dollars par semaine) représentait 68,2 % de celui des travailleurs blancs non hispaniques (320 dollars par semaine), et 61,5 % en 2010 (522 contre 850 dollars hebdomadaires respectivement). Dans la population féminine, où les taux d'activité sont pratiquement identiques à ceux de la population non immigrée, le rapport est par contre resté relativement stable (autour de 70 % : 474 dollars hebdomadaires contre 684 pour les actives blanches non latines en 2010). Le revenu moyen annuel d'un ménage mexicain aux États-Unis s'élevait à 43 818 dollars en 2010, et celui d'un ménage non immigré à 69 882 dollars. Cette différence importante est principalement due à la forte proportion de travailleurs clandestins dans la population active mexicaine (la proportion de migrants en situation irrégulière est passée, parmi l'ensemble des migrants mexicains, de 55 % en 2000 à 62 % en 2009), à leur faible niveau de qualification et à leur concentration dans des branches d'activités (notamment l'agriculture, les services et la restauration) et des emplois traditionnellement peu rémunérés et délaissés par les travailleurs natifs. Le taux de pauvreté en 2010 (28,1 % des Mexicains aux États-Unis se situaient en dessous du seuil de pauvreté) est pratiquement le double de celui des natifs (14,8 %), conséquence de la récession économique qui a affecté plus fortement l'emploi des migrants. Entre le premier trimestre 2007 et le premier trimestre 2010, les Mexicains aux États-Unis ont en effet perdu 983 000 emplois, surtout dans la construction (- 631 000 emplois), en partie compensés par 446 000 emplois supplémentaires obtenus dans d'autres secteurs, ce qui a fait monter leur taux de chômage de 5,5 % au deuxième trimestre 2007, à 12,9 % au

2. *Annual average median usual weekly earnings full time, Current population survey et American community survey, census bureau.*

troisième trimestre 2009 (*Current population survey (CPS), Bureau of census*). Malgré cette situation désavantageuse dans le pays frontalier, les salaires perçus aux États-Unis en 2010 représentent en moyenne 4 à 6 fois ceux qui sont perçus au Mexique. Ce rapport varie en fonction de l'évolution des taux de change. Nous l'estimions à 5-6 fois en 1999-2000 dans les villes moyennes du Centre Ouest mexicain (Papail et Arroyo, 2004).

La cohabitation entre parents (frères, sœurs, oncles, tantes, cousins) et entre amis est très fréquente dans le pays frontalier (la proportion de ménages de 4 personnes et plus était de 71 % dans les unités domestiques mexicaines contre 44,1 % en moyenne générale en 2003 aux États-Unis, selon la CPS). Elle permet de réduire les dépenses individuelles (logement, nourriture, transport...) et d'accroître le taux d'épargne, facteur important du montant des transferts.

Diverses enquêtes régionales et les sources nationales montrent que le montant moyen de ces transferts est resté relativement stable durant les 15 dernières années, entre 250 et 350 dollars mensuels. Selon les statistiques de la Banque du Mexique, le montant moyen d'un transfert était de 326 dollars en 1995, 365 dollars en 2000, 342 dollars en 2006 et 315 dollars en 2010. Dans l'enquête EREM de 1999-2000 (Papail et Arroyo, 2004), le montant moyen variait de 256 dollars en 1980-1984 à 301 dollars en 1985-1989, 295 dollars en 1990-1994 et 328 dollars en 1995-1999. Une enquête récente (2011) à Encarnacion de Diaz³, une ville de l'État de Jalisco, indique que le montant moyen des *remesas* reçues était de 329 dollars au moment de l'enquête, soit l'équivalent d'un salaire moyen local (354 dollars). Cela signifie, compte tenu de la hausse continue des revenus en dollars courants, que la fraction transférée s'est progressivement réduite proportionnellement aux revenus, tout en se maintenant à peu près constante en valeur dans la monnaie mexicaine du fait de l'érosion continue de celle-ci face au dollar.

Les transferts des migrants représentaient entre 10 et 42 % de leurs revenus selon les sources (Orozco, 2000 ; Pescador Osuna, 1998). Ces proportions peuvent cependant atteindre des valeurs très élevées parmi les migrants temporaires. L'enquête EMIF⁴ signalait ainsi que parmi ce type de migrants, les transferts représentaient 62,9 % de leurs revenus en 1999-2000 (salaires moyens de 1 427 dollars) et 65,9 % en 2002-2003 (salaires moyens de 1 400 dollars). Dans ce cas, s'agissant de migrations de courte durée (quelques mois), il s'agit pour les migrants de maximiser leur épargne en

3. Enquête sur l'emploi, les migrations internationales et les impacts locaux. UMR 201. IEDES-ParisI-IRD/CUCEA- U De G (2011). Cette enquête portait sur 2 090 ménages (fraction de sondage de 32 %).

4. Enquêtes successives sur les migrations à la frontière des États-Unis, réalisées par le Colegio de la Frontera Norte (COLEF) depuis le début des années 1990.

réduisant leurs dépenses dans le pays voisin au minimum. Dans l'enquête EREM de 1999-2000 (Papail et Arroyo, 2004), où le poids relatif des migrants de longue durée était plus important, cette proportion transférée est à peu près constante (autour de 25 % des revenus) durant toutes les périodes considérées entre 1980 et 2000.

Jusqu'aux années 1970, quand prédominaient les mouvements circulaires de courte durée, la présence d'épouses aux États-Unis était plus réduite, la prise en charge de parents âgés – moins nombreux – était répartie entre plus de descendants, ce qui entraînait une plus forte concentration des flux monétaires vers les épouses au Mexique. Dans les années 1980 et 1990, la proportion de migrants qui envoyaient de l'argent à leur famille s'échelonnait entre 50 et 75 % selon les enquêtes (LPS1, 1987-1988 ; EMIF, 1993 ; ORSTOM-INESER, 1993 ; Massey et Parado, 1997). Dans l'enquête EREM de 1999-2000 (DER-INESER-IRD), cette proportion atteignait 78 % pour l'ensemble des deux sexes (84 % dans le cas des hommes, sauf s'ils cohabitaient avec leur épouse aux États-Unis (59 %), tandis que dans les données de PROGRESA (fichiers ENCEL 99) sur les communautés rurales marginalisées en 1999, on observait que 48,5 % des hommes (mais 82,1 % lorsqu'ils étaient mariés à des femmes résidant au Mexique) et 30,7 % des femmes migrants envoyaient de l'argent à leur famille. Dans une enquête plus récente (Papail et Arroyo, 2009), on constatait que la proportion de migrants qui envoyaient de l'argent à leur famille s'élevait à 42,1 % chez les hommes et 30,2 % chez les femmes. Avec le développement des regroupements familiaux depuis les années 1980, qui a accru la présence des épouses aux États-Unis, il semblerait que la proportion globale de migrants qui envoient de l'argent se soit réduite. Dans la dernière enquête citée, on a pu constater que 44,2 % de l'ensemble des migrants masculins résidant aux États-Unis au moment de l'enquête y cohabitaient avec une conjointe (74,9 % chez les migrantes), tandis que 64,1 % des hommes mariés se trouvaient dans la même situation (86,7 % parmi les femmes mariées). Dans cette enquête, par exemple, si 42,1 % des migrants masculins envoyaient de l'argent, cette proportion n'était que de 32,9 % dans le cas d'une cohabitation avec l'épouse, mais de 56 à 58,4 % dans le cas d'une cohabitation avec d'autres parents ou des amis.

Comme nous le verrons un peu plus loin, les épouses, les pères et mères des migrants sont les principaux bénéficiaires de ces transferts. La croissance de l'espérance de vie des parents durant les 50 dernières années (l'espérance de vie à la naissance est passée de 47 ans en 1950 à 75,5 ans en 2010, celle à 60 ans de 15,6 ans à 21,2 ans durant la même période), qui se trouvent souvent sans ressources après la cessation d'activité, a sans doute renforcé la proportion des transferts qui leur sont destinés dans la répartition de ces

transferts, tandis que la présence accrue des épouses aux E. U a pu réduire la part qui leur était affectée dans le volume global des transferts.

Les bénéficiaires de *remesas*

Alors que 3,7 % des ménages mexicains recevaient de l'argent provenant des États-Unis en 1992 selon le CONAPO, ils étaient 5,3 % dans ce cas en 2000 (et 9 % dans le Centre Ouest), 7 % en 2006, et 3,6 % en 2010, après la récession économique. Les données sur les ménages récepteurs de *remesas* diffèrent sensiblement selon les enquêtes nationales de l'INEGI (tableau 1).

Ces différences proviennent surtout du fait que l'enquête ENOE (Enquête nationale sur l'occupation et l'emploi) se réfère au soutien économique d'une autre personne vivant à l'étranger, tandis que l'enquête ENIGH (Enquête nationale sur les ressources et dépenses des ménages) se réfère aux ressources totales provenant d'autres pays (salaires, pensions, aides...), conception beaucoup plus large que dans le cas de l'ENOE. Par ailleurs, n'apparaissent évidemment pas dans les données de ces enquêtes, les transferts réalisés par les migrants de compte à compte propre entre les deux pays. On notera que selon les deux sources, le nombre de ménages récepteurs a considérablement baissé (de 40 % pour l'ENOE et 27 % pour l'ENIGH) entre 2006 et 2010, tandis que le volume global des transferts mesuré par la Banque du Mexique reculait de 18 %. La principale cause de cette baisse des transferts réside dans l'augmentation du taux de chômage des Mexicains aux États-Unis, qui s'est accrue de 6,3 % au deuxième trimestre 2008 à 13,0 % au premier trimestre 2011 selon les enquêtes nord-américaines, et du climat d'incertitude sur l'emploi qui prévaut dans cette population, tendant à accroître l'épargne de précaution. Le volume du stock de migrants mexicains aux États-Unis a commencé à se réduire, essentiellement parmi ceux qui sont en situation irrégulière, depuis la fin des années 2000, ce qui contribue également à la diminution des flux monétaires. Signe de l'impact de cette crise aux États-Unis, des flux monétaires ont été détectés en sens inverse durant la période 2008-2010, provenant des familles au Mexique vers des parents migrants aux États-Unis touchés par le chômage. Cette forte baisse des flux suggère une forte sensibilité des *remesas* à la situation de l'emploi aux États-Unis, contrairement à l'évolution globale des transferts de fonds de l'extérieur, moins perturbée par la période de récession.

Les enquêtes trimestrielles ENOE de l'INEGI permettent de suivre l'évolution des *remesas* perçues par les individus et les ménages chaque année au premier trimestre (tableau 2). Les quatre États traditionnels de l'émigration du Centre Ouest mexicain (Michoacan, Guanajuato, Jalisco et Zacatecas) qui captaient 42,2 % des transferts de fonds externes du pays en 1995 recevaient encore 29,8 % des transferts en 2010, selon le CONAPO.

Tandis qu'au niveau national 3,6 % des ménages recevaient un appui économique de l'étranger en 2010, cette proportion s'élevait en moyenne à 7,4 % dans la région du Centre Ouest, et jusqu'à 11 % dans l'État de Zacatecas. Selon les données de l'ENOE, la proportion de bénéficiaires de *remesas* de l'extérieur aurait diminué de près de moitié (47,5 %) entre le premier trimestre 2005 et le premier trimestre 2010 au niveau national dans la population de 14 ans et plus, baisse à peu près identique dans les populations masculine et féminine.

Les flux de *remesas* provenant de l'intérieur du pays, qui bénéficiaient à 4,3 % de la population de 14 ans et plus en 2005, se sont également contractés, mais beaucoup moins que les flux de *remesas* externes, car 3,9 % de cette population en bénéficiait encore en 2010. Toutes les catégories de population ont été touchées de manière plus ou moins uniforme par la réduction du volume des *remesas* externes, tandis que la réduction de celui des *remesas* internes affectait légèrement plus les personnes âgées, notamment les hommes. La distribution des *remesas* au sein des ménages apparaît dans le tableau 3. On peut y constater que les femmes représentent 71,5 % des bénéficiaires, proportion restée stable durant les cinq dernières années, de même que la répartition en groupes d'âges. La population de plus de 60 ans représente près d'un tiers (32,5 % — 32,9 %) des bénéficiaires qui sont généralement constitués des pères et mères des migrants internationaux.

L'essentiel des transferts de fonds externes est donc destiné aux femmes de moins de 60 ans – généralement des épouses de migrants, qui représentent légèrement plus de la moitié (52-53 %) des bénéficiaires –, et des personnes de 60 ans et plus : 32-33 %, généralement les pères et mères des migrants).

Dans l'enquête à Encarnacion de Diaz en 2011, ville de la région traditionnelle de migration où les flux migratoires internationaux sont plus élevés que la moyenne nationale, on observe dans la répartition des bénéficiaires de *remesas*, une distorsion plus importante en faveur des femmes (tableau 4). Les femmes représentaient 77,2 % des bénéficiaires de *remesas* de 15 ans et plus, et 66,7 % de ceux de 60 ans et plus, proportions légèrement supérieures aux données de l'enquête nationale ENOE. Parmi les femmes dont le conjoint résidait aux États-Unis, 62,5 % recevaient de l'argent provenant du pays voisin.

Ces transferts proviennent surtout des enfants des bénéficiaires (57,3 % dont 75 % dans la population masculine bénéficiaire et 57,3 % dans la population féminine) et des conjoints (25,1 % dont 30,7 % dans la population féminine et 4,2 % dans la population masculine). Le montant mensuel moyen reçu (329 dollars en 2011, soit environ 4 000 pesos), est du même ordre de grandeur que le revenu moyen d'activité à Encarnacion de Diaz (4 250 pesos dont 4 693 pesos parmi les actifs et 3 323 pesos parmi les actives), ce qui révèle l'importance de ces transferts dans les budgets

familiaux des ménages récepteurs, où ils constituent souvent un substitut au revenu d'activité du migrant s'il ne s'était pas déplacé (cas des migrants mariés dont l'épouse et les enfants sont restés au Mexique).

Les transferts captés par les personnes âgées représentaient quant à eux 37,3 % du total (32,9 % en moyenne nationale dans l'enquête ENOE 2010). Dans une autre enquête, réalisée dans deux villes de l'État de Jalisco en 2011-2012⁵, sur les ressources des personnes âgées, on a pu également observer l'importance des *remesas* et des pensions de retraite provenant de l'étranger dans la constitution des ressources de cette sous-population. Dans ces villes, on constate que 26,5 % des personnes âgées (16,3 % parmi les hommes et 33,3 % parmi les femmes) ne disposent d'aucune ressource monétaire propre, du fait des faibles taux d'activité féminins dans ces générations et de trajectoires professionnelles masculines qui se sont généralement déroulées dans le secteur informel urbain ou dans la petite agriculture. Les taux d'activité masculins restent donc élevés après 60 ans : 65,4 % à 60-64 ans, 56,5 % à 65-69 ans, 35,7 % à 70-74 ans, 28,4 % à 75-79 ans et 11,9 % à 80 ans et plus, avec une moyenne de 39,6 % pour les 60 ans et plus. C'est autour de 70 ans que le taux d'activité masculin passe en dessous de 50 %. Si l'on considère le groupe des personnes de 65 ans et plus, on peut observer, dans le tableau 5, le poids très important pris par les flux monétaires venant de l'extérieur dans l'ensemble de leurs ressources hors travail.

On constate en effet que 32,4 % des pensionnés, et 43,8 % des personnes percevant des *remesas* sont dépendants de ces flux externes. En valeur moyenne unitaire, les flux externes dans chaque rubrique sont généralement nettement supérieurs à ceux qui proviennent de l'intérieur du pays, ce qui, en termes de volumes totaux, produit des quantités comparables⁶. Cette manne importante provenant de l'extérieur reflète également l'importance prise par les États-Unis dans la distribution des lieux de résidence des enfants de cette population : si 15,1 % des enfants ne sont pas sortis du ménage de la personne âgée, et 42,7 % vivent dans la même commune, 26,4 % résident à l'étranger. Dit d'une autre manière, 45,1 % des personnes de 60 ans et plus ont au moins un enfant résidant à l'étranger. Il est donc probable qu'avec la réduction progressive de la migration irrégulière et l'accroissement de la

5. Enquête sur les histoires professionnelles et les ressources des personnes âgées à Yahualica de Gonzalez Gallo et Chapala dans l'État de Jalisco, sur un échantillon de 1931 individus de 60 ans et plus (fraction de sondage de l'ordre de 46 % sur l'ensemble des deux villes). IRD-IEDES-Paris1/CUCEA-U De G. Nous utilisons ici les premiers résultats bruts de cette enquête.

6. Le montant moyen des pensions mexicaines est, dans cette enquête, de l'ordre de 4 500 pesos (375 dollars), tandis que les pensions provenant de l'extérieur avoisinent 6 100 pesos (508 dollars). Le montant moyen des *remesas* internes s'élève à 1 415 pesos contre 2 039 pesos dans le cas des *remesas* externes.

cohabitation de couples dans le pays frontalier, les *remesas* seront peu à peu réorientées principalement vers les personnes âgées (parents).

Les investissements patrimoniaux

Il y a peu de données au Mexique sur le patrimoine des ménages. Comme ailleurs, la majeure partie de ce patrimoine est constituée par le logement, dont l'acquisition constitue l'objectif principal des individus entrant dans la vie active. Les informations collectées sur le logement des ménages à l'occasion des recensements indiquent que la proportion de propriétaires est élevée (64,1 % en 1950, 66 % en 1970, 78,4 % en 1990 et 76,4 % en 2010). Les données de l'enquête effectuée en 2011 sur 2 090 ménages à Encarnación de Díaz, (où 22,8 % et 2,8 % des populations masculine et féminine de 15 ans et plus ont eu une expérience migratoire de plus de 6 mois à l'étranger) révèlent des différences parfois importantes entre populations migrante et non migrante, concernant le statut du logement des ménages. Les proportions de ménages propriétaires de leur logement s'élèvent en effet à 44,9 % dans les ménages dirigés par un ex-migrant international de 25 à 34 ans, contre 30,9 % dans les ménages dirigés par un non migrant de la même tranche d'âge. Il s'agit essentiellement d'une différence dans le rythme d'accès à la propriété, qui est importante jusqu'à 50 ans, mais disparaît lentement par la suite, au fur et à mesure que les non migrants accumulent l'épargne suffisante pour acquérir leur logement. Parmi la population de chefs de ménages de 65 ans et plus, en effet, environ 83 % sont propriétaires de leur logement, quel que soit leur statut migratoire. Là encore, comme pour la création de micro-entreprises, la migration internationale permet de réduire la durée d'épargne pour accéder à la propriété.

Une fraction des *remesas* est également utilisée dans l'investissement éducatif, mais les données sont peu nombreuses pour en mesurer l'impact réel. Les observateurs, à partir de données empiriques locales, font état de résultats généralement positifs. Selon Lopez-Cordova (2006), il y aurait un effet positif des *remesas* sur les niveaux d'alphabétisation dans la population des 6-14 ans, mais négatif à partir de 14 ans. Les travaux du groupe BBVA (2011) à partir des données de l'enquête ENOE, concluent à un effet positif des *remesas* sur les taux de scolarisation parmi les enfants et les adolescents. Par contre, il semblerait que la diminution du flux de *remesas* en 2008-2009 ait accru le travail des enfants et réduit l'assistance scolaire (Alcaraz, Chiquiar, Salcedo, 2010). L'effet ne devrait sans doute pas être neutre, comme le suggèrent également les données de l'enquête à Encarnación de Díaz, qui semblent indiquer un léger effet positif de l'émigration internationale et des *remesas* sur l'éducation des enfants, mais essentiellement dans l'éducation supérieure, parmi les ménages dans lesquels

il y avait un migrant actuel ou un migrant de retour, par rapport aux ménages non liés à la migration internationale. La différence (en termes d'années d'éducation) est toutefois inférieure à un an dans tous les groupes d'âges entre 15 et 29 ans, et atteint son maximum entre les jeunes adultes de 20-24 ans des ménages de migrants, qui ont étudié en moyenne 0,76 année de plus (8,2 % de plus) que ceux qui appartiennent à des ménages sans migrants internationaux.

La disposition d'épargne peut cependant produire parfois un effet contraire, en incitant les jeunes adultes à interrompre leur scolarité pour se joindre aux flux migratoires à destination des États-Unis, ce qui est souvent considéré comme une modalité de promotion sociale. On sait en effet qu'il existe une certaine « reproduction de la migration internationale » intergénérationnelle au sein des ménages (Papail, Arroyo, 2010), ceux où il existe des individus ayant une expérience migratoire étant plus enclins à fournir des migrants dans les générations suivantes. L'épargne migratoire est alors utilisée pour régler les coûts de passage clandestin de la frontière et d'installation, devenus extrêmement élevés depuis les années 1990, comme nous l'avons signalé précédemment, et qui peuvent représenter environ 2 à 3 mois de salaire aux États-Unis si le lieu de départ est très éloigné du lieu d'arrivée.

La création de micro-entreprises

Des résultats d'enquêtes réalisées durant les années 1980 et 1990 (Massey y Parrado, 1997 ; Escobar et Martinez, 1991) indiquent qu'entre 10 et 20 % des micro-entreprises créées dans les milieux urbains du Centre Ouest, ont incorporé des *remesas* provenant des États-Unis pour constituer leur capital de départ. Une enquête réalisée en 1999-2000 sur 5 771 ex-migrants internationaux dans cette même région (Papail et Arroyo, 2004) montre que 15,8 % des *remesas* envoyées par les migrants furent affectées à l'épargne ou à la création directe de micro-entreprises. Il faut noter que ce dernier poste (création directe de micro-entreprise) ne dépassait jamais les 3 % du montant total des *remesas*, quelle que soit la période d'envoi considérée. La majeure partie du financement des micro-entreprises créées par les migrants a donc transité par le poste « épargne ». Une estimation grossière rapportant les investissements issus des *remesas* au volume global de celles-ci dans cette enquête conduit à évaluer à environ 6 % la fraction des *remesas* investies dans la création de micro-entreprises. Malgré l'imprécision propre à ce type de mesures, on peut donc considérer comme probable que la fraction des *remesas* utilisée pour la création de micro-entreprises se situe entre 5 et 20 % se répartissant entre des créations directes, au retour des migrants eux-mêmes, et des créations indirectes (*remesas* utilisées par des membres du ménage – généralement les épouses –

durant l'absence du migrant, ou par le migrant de retour sur son lieu d'origine après un certain temps passé à compléter son épargne.) Dans l'enquête de 2011 à Encarnacion de Diaz par exemple, 9,2 % des femmes non migrantes et dirigeant une micro-entreprise, avaient bénéficié de *remesas* pour créer leur activité (2 % dans la population masculine ayant les mêmes caractéristiques). Une autre façon de procéder consiste à suivre l'évolution des statuts dans l'emploi des différentes catégories de population (migrants, non migrants, salariés, travailleurs familiaux avant la migration) au cours du temps (graphique 2). Dans l'enquête de 1999-2000 (Papail et Arroyo, 2004) par exemple, 18,1 % des migrants masculins salariés avant la migration se réinstallèrent comme non salariés dès leur retour des États-Unis (17,8 % dans la population féminine). Cette proportion était nettement plus importante (55,9 %) parmi les migrants masculins qui étaient travailleurs familiaux avant de migrer (14,2 % pour les femmes).

Ces transformations de statut qu'opèrent les migrants s'inscrivent dans un cadre plus vaste qui concerne l'ensemble de la population active mexicaine. L'intense processus de désalarisation intragénérationnel au cours du temps que l'on peut observer à travers les recensements successifs de population concerne en effet toutes les générations, quel que soit le sexe. Dans chaque génération, la proportion d'employeurs et de travailleurs indépendants se situe autour de 20 % à 20-25 ans, et augmente progressivement au cours du temps pour atteindre environ 50 % dans le groupe d'âge 60-64 ans. Cette croissance se poursuit dans les groupes d'âge suivants, mais elle est renforcée artificiellement par les sorties des actifs salariés vers la retraite. Ces courbes sont similaires parmi les générations d'actives.

Dans le cadre du processus de désalarisation, les migrants internationaux opèrent donc leur reconversion nettement plus vite que les non migrants, grâce au différentiel salarial très important (multiplicateur de l'ordre de 5 à 7 durant les années 2000) entre les deux pays, qui leur permet de constituer plus rapidement une épargne disponible pour des investissements productifs.

Les résultats d'une enquête réalisée en 2005-2006 dans la même région, sur un échantillon de 6 825 ménages dont l'un des membres était employeur ou travailleur indépendant⁷ permettent d'illustrer cette différence (graphique 3). La proportion de non salariés parmi les actifs masculins ayant eu une expérience migratoire internationale est nettement supérieure à celle des non migrants, surtout entre 30 et 40 ans, tranche d'âge dans laquelle est enregistrée la majeure partie des retours de migration, et donc, la transformation du statut d'occupation de salarié à celui de non salarié. Cette différence s'atténue, puis disparaît à partir de 55 ans, quand les non migrants

7. Enquête sur l'autoemploi et les migrations internationales. DER-INESER-CUCEA-Université de Guadalajara/IRD. Papail et Arroyo (2010).

ont réalisé l'essentiel de leur transformation de statut. Les courbes sont similaires dans la population féminine.

L'aide de l'État à la création de micro-entreprises par les migrants internationaux de retour

Les pouvoirs publics, dans un but incitatif aux investissements productifs privés des migrants pour la création d'emplois et la génération de ressources, ont lancé récemment (depuis 2007) ce que l'on appelle le programme productif communautaire 3X1 qui concerne généralement des projets de coopératives de production. Ils représentaient 13,5 % du montant total des investissements des programmes 3X1. Depuis quelques années, les pouvoirs publics ont également mis en place le fonds productif pour le renforcement patrimonial ou fonds productif migrant, 1X1 dérivé des programmes d'investissements sociaux 3X1 en vigueur depuis la fin des années 1990, et qui consiste à abonner l'investissement d'un migrant dans la création d'une micro-entreprise, par un apport égal au montant investi par le migrant, sous forme de prêt sans intérêt d'une durée de 5 ans. Les dossiers de demandes sont examinés et validés par un comité composé des représentants des différentes parties (Comité de Validación y Atención a Migrantes : COVAM), qui détermine les priorités. Le montant maximum d'un prêt de la part du ministère fédéral des Affaires sociales (SEDESOL) s'élève à 300 000 pesos (26 000 dollars), porté à 600 000 pesos depuis 2010, et son remboursement doit être affecté à un programme 3X1 classique, élaboré par le club ou association de migrants auquel appartient le bénéficiaire du prêt. En 2009, furent enregistrés au niveau national 136 projets productifs répartis dans 20 États pour un investissement total de 61,6 millions de pesos (5,3 millions USD), qui se répartissaient de la manière suivante : agriculture et élevage (69 projets), prestation de services (46), restauration et alimentation (8), construction (5), hôtellerie et tourisme (3), artisanat (2), musique et son (2), couture (1). Dans l'État de Guanajuato par exemple – qui est l'un des plus importants fournisseurs de migrants internationaux et l'un des plus importants récepteurs de fonds externes (1,95 milliard de dollars en 2009) avec les États de Michoacan (2,13 milliards) et de Jalisco (1,72 milliard), sur un total national de 21,2 milliards de dollars – la partie projet productif patrimonial enregistrée et validée par le COVAM en 2009 comprenait cinq projets : une entreprise de banquets et un restaurant de viande de porc dans la commune de San Francisco del Rincón, une entreprise de pizzas à Celaya, une entreprise de vente de matériaux de construction à San Luis de La Paz, une entreprise de location de quadricycles à San Miguel de Allende, une entreprise de production de tortillas à Valle de Santiago. L'apport de SEDESOL à l'ensemble de ces projets fut de 1,5 million de pesos (130 000 USD). Ce programme rencontre un succès

croissant, du fait de l'importance des montants qui peuvent être empruntés, et devrait inciter de plus en plus de migrants à investir au Mexique en profitant de ces aides, mais trouvera certainement ses limites de financement du côté du budget fédéral, bien que les gouvernements régionaux et municipaux puissent également y participer. Il existe par ailleurs de nombreux programmes d'aide à la création et au développement de micro-entreprises, destinés aux non migrants, tant au niveau de chaque État (on en dénombrait entre 9 et 15 dans les États du Centre Ouest en 2005), qu'au niveau national (25 programmes), mais ils sont très peu connus des intéressés. Dans l'enquête régionale 2005-2006, moins de 5 % des micro-entrepreneurs connaissaient l'existence de l'un quelconque de ces programmes gouvernementaux !

Les investissements dans les programmes sociaux (programmes 3X1)

Le programme 3X1 trouve son origine en 1986 dans l'État de Zacatecas sous la forme d'un programme 1X1 associant des clubs de migrants aux États-Unis à des municipalités locales pour réaliser des travaux d'infrastructures de base dans les communautés d'origine des migrants, par un financement à part égale entre les deux acteurs (Garcia Zamora, 2007). Il s'est amplifié par la suite, en se transformant en 2X1 dans les années 1990 (États de Guerrero en 1991 et de Zacatecas en 1992), par l'incorporation de l'État régional au financement de ces projets, puis en 3X1 (Guanajuato, 1996 ; Zacatecas, 1999 ; Jalisco, 2000) quand l'État fédéral s'associa à ce programme. Fondamentalement, il s'agit de multiplier les montants des investissements en infrastructures sociales, projetés par des associations de migrants aux États-Unis, dans leur communauté d'origine. Pour chaque peso investi par une association de migrants dans un projet, la municipalité, l'État concerné et l'État fédéral rajoutent chacun un peso. Le ministère des Affaires sociales (SEDESOL) définit les objectifs de ce programme de la manière suivante : « Multiplier les efforts des migrants mexicains installés à l'étranger, à travers le renforcement des liens avec leurs communautés d'origine et la coordination d'actions avec les trois niveaux de gouvernement, qui permettent d'améliorer la qualité de vie de ces communautés. »

L'apport de l'État fédéral à ces programmes s'est fortement accru, de 99,6 millions de pesos en 2003 (9,5 millions de dollars), à 553,7 millions de pesos en 2010 (48 millions de dollars), au fur et à mesure que les clubs de migrants présentaient de nouveaux projets d'équipements pour leurs communautés d'origine. Le nombre de communes bénéficiaires a doublé entre 2002 et 2009. En 2010, ces programmes opéraient dans 28 des 32 États de la Fédération. Ils concernaient 2 438 projets dont 82,4 % en

infrastructures de base dans 664 communes (sur 2 456 communes dans le pays), pour un montant global de 1 699 millions de pesos (148 millions de dollars), dont 446,3 millions (39 millions de dollars) apportés par les clubs de migrants.

Le montant maximum de l'apport fédéral est de 800 000 pesos par projet d'infrastructure (1 million depuis 2011, soit 87 000 dollars). La majeure partie des projets présentés est approuvée et financée. En 2008 par exemple 86,9 % des 2 457 projets présentés furent approuvés. Les 2 438 projets présentés par 890 clubs de migrants aux États-Unis, approuvés et financés en 2010, se distribuaient entre 874 projets d'urbanisme et de voirie ; 571 d'eau potable, assainissement et électrification ; 359 d'éducation, santé, sport ; 56 de routes rurales, et 332 à orientation productive (projets productifs communautaires). Dans l'État de Guanajuato, par exemple, le COVAM a approuvé 176 projets en 2009, requérant un investissement global d'environ 150 millions de pesos (13 millions de dollars), répartis entre l'État fédéral (32,3 %), l'État de Guanajuato (28,5 %), les municipalités (15,4 %) et les clubs de migrants (23,8 %). En 2011, du fait de restrictions budgétaires, le volume de l'apport fédéral a été limité à un montant équivalent à celui de 2010. Ces programmes peuvent être amplifiés à des schémas de type 4X1 ou 5X1, si interviennent également d'autres administrations ou entreprises privées.

Les dépenses dans les fêtes patronales

Dans ce pays très catholique, les traditions liées aux fêtes religieuses sont généralement très respectées, et chaque communauté (village, petite ville, ville moyenne, quartier de grande ville) célèbre la fête de son saint protecteur, souvent associée au jour des enfants absents (les migrants), à une foire ou d'autres manifestations commerciales, culturelles ou patriotiques. Ces fêtes sont souvent co-organisées par l'église et la municipalité, et font largement appel aux migrants internationaux individuellement ou, le plus souvent, aux clubs et associations de migrants pour contribuer aux dépenses (orchestres, repas communautaires, feux d'artifice, messes, réparations de l'église, donations pour les écoles religieuses, troupes de théâtre, de danses folkloriques, défilés de migrants en automobiles, processions, etc.) engagées dans ces manifestations.

En ce qui concerne la ville d'Encarnacion de Diaz, par exemple, la fête patronale a lieu au début du mois de février. Chaque année, le curé de la paroisse part au mois de juin à Los Angeles (où réside la majeure partie des émigrants de la ville) pour collecter les fonds nécessaires pour la fête de l'année suivante. En 2012, le coût total de la partie religieuse de la fête patronale s'est élevé à 60 000 pesos (5 000 USD), dont 35 000 pesos (2 900 USD) correspondent à des donations des migrants de Los Angeles. Il

existe d'autres clubs de migrants dans l'Illinois et au Texas, mais ils ne furent pas sollicités officiellement, même si, à titre individuel, les migrants purent envoyer ou apporter personnellement leurs dons. C'est à l'occasion de ces fêtes, que la majeure partie des migrants vient prendre des vacances dans sa communauté d'origine, et rapporte du pays voisin de nombreux biens (derniers modèles d'électroménagers, d'appareils électriques et électroniques, vêtements, cadeaux somptueux, automobiles), leur permettant de manifester leur « réussite sociale ». Les migrants se doivent souvent de montrer leur générosité par des dépenses ostentatoires lors de ces fêtes. Il arrive parfois que la municipalité profite de la présence massive des migrants pour leur faire régler l'achat d'un équipement collectif, sans passer par le programme 3X1, comme ce fut le cas d'une ambulance à Encarnacion de Diaz, il y a quelques années.

Ces contributions des migrants sont généralement peu importantes individuellement, de l'ordre de 50 ou 100 dollars, et ne sont pas obligatoires, mais elles permettent aux migrants de manifester leur attachement à leur communauté d'origine, même s'ils ont choisi de résider définitivement aux États-Unis, et à certains de réaliser des dépenses de prestige. Par contre, dans les zones rurales du Sud-Ouest du pays, où l'emprise de l'Église et des autorités locales indigènes est beaucoup plus forte sur les communautés, ces fêtes donnent lieu à des inscriptions comptables très strictes des contributions, auxquelles les migrants ne peuvent se soustraire sous peine de sanctions. Dans ce cas, il est probable que la fraction des ressources des migrants employée dans ces dépenses communautaires festives soit relativement importante.

Conclusions

Les migrants mexicains aux États-Unis forment une population très hétérogène, mêlant des individus et des familles définitivement installés dans le pays voisin, dont les relations avec leur communauté d'origine se relâchent peu à peu ; des migrants de longue durée ayant généralement vocation à rentrer au Mexique après avoir accumulé une épargne suffisante pour créer une micro-entreprise et/ou s'acheter un logement ; et des migrants temporaires qui visent à maximiser leur épargne sur une courte période. Ces divers types de migrants utilisent différemment leurs ressources, selon la nature de leurs projets, leurs charges et obligations familiales aux États-Unis et au Mexique, et les contraintes plus ou moins fortes qui les lient à leur communauté. Le montant des envois de fonds des migrants à leur famille au Mexique est resté relativement stable en dollars courants durant les 20 dernières années, ce qui a permis d'accroître leur consommation aux États-Unis et/ou l'épargne disponible pour leurs projets personnels, tout en maintenant à peu près constants en pesos courants les montants perçus par

les familles. Le développement récent des investissements sociaux dans les programmes d'équipement des communautés d'origine donne lieu à une couverture médiatique très importante au Mexique, célébrant la solidarité des « fils absents » envers leurs concitoyens, mais ces flux – que l'on peut également considérer comme une forme d'impôt plus ou moins volontaire – ne représentent toutefois qu'une très faible fraction (inférieure à 1 %) de l'ensemble des *remesas* familiales, comme les diverses formes de participation aux activités festives annuelles des communautés d'origine. Pour une grande partie des migrants mexicains, l'épargne revêt une importance fondamentale, et modère fortement leur consommation aux États-Unis au profit des transferts vers le Mexique, même si avec l'allongement du temps de présence dans le pays voisin, le taux d'épargne affecté à ces transferts a tendance à diminuer grâce à la dégradation continue du taux de change, défavorable à la monnaie mexicaine. Dans ce cas, le profil de l'allocation des ressources se rapprocherait peu à peu du standard nord-américain, orienté essentiellement vers la consommation. Les tendances qui apparaissent incitent par ailleurs à penser que les *remesas* familiales se réorienteront peu à peu vers la sous-population plus vulnérable des parents des migrants, au détriment des familles (ménages nucléaires) de ceux-ci, dans la mesure où les regroupements familiaux aux États-Unis et l'accroissement de l'activité féminine au Mexique, contribueront à réduire les besoins de cette catégorie de bénéficiaires. Au contraire l'allongement de l'espérance de vie à 60 ans, la réduction de la fécondité depuis le début des années 1970, le développement du secteur informel depuis les années 1980, contribueront à accroître la pression sur les migrants pour subvenir aux besoins de leurs parents.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALCARAZ, CHIQUIAR et SALCEDO, 2010: "Remittances, Schooling, and Child Labor in Mexico", Banco de Mexico.
<http://www.banxico.org.mx/publicaciones-y-discursos/publicaciones/documentos-de-investigacion/banxico/%7B22F5356A-CBD1-D3F1-C30B-4804A150E40D%7D.pdf>,
- AMERICAN COMMUNITY SURVEY, plusieurs années, Bureau of census, www.census.gov
- ARROYO Alexandre, RODRÍGUEZ ÁLVAREZ Jesús y David, 2008: "Migración México-Estados Unidos, remesas y desarrollo regional", *Papeles de Población*, Universidad Autónoma del Estado de México, núm. 58.
- BANQUE MONDIALE. Factbook, 2011, www.worldbank.org/migrations

- CORONA Rodolfo, 2002: "Monto y uso de las remesas en Mexico". In *Migración Mexico-Estados Unidos. Opciones de política*. CONAPO
- CURRENT POPULATION SURVEY, plusieurs années, Bureau of census, www.census.gov
- ENADID, 2000, 2005, 2008, 2010, INEGI (www.inegi.org.mx)
- ENIGH 2006, 2008, 2010, INEGI, (www.inegi.org.mx)
- ENOE, plusieurs années, de 2005 à 2010, INEGI (www.inegi.org.mx)
- ESCOBAR LATAPI Agustin and De la O MARTINEZ M., 1991: "Small-scale industry and international migration en Guadalajara, Mexico" in DIAZ-BRIQUETS and WEINTRAUB (comps) : *Impact of migration on sending countries*. Westview.
- GARCÍA ZAMORA Rodolfo, 2007: "El programa tres por uno de remesas colectivas en México. Lecciones y desafíos", *Migraciones Internacionales*, El Colegio de la Frontera Norte, vol. 4, núm. 1, p. 165-172.
- LÓPEZ CÓRDOVA E., 2006: *Globalization, Migration, and Development : The Role of Mexican Migrant Remittances*. Washington, D.C., Banco Interamericano de Desarrollo.
- LOZANO ASCENCIO F., OLIVERA LOZANO F., 2006: "El estado actual de la migración mexicana a los Estados Unidos" in *La situación del trabajo en Mexico en 2006* (Enrique de la Garza, Carlos Salas, 2006).
- MASSEY Douglas y PARRADO Emilio, 1997: "Migración y pequeña empresa", *Ciudades*, 35 : 34-40, RNIU, Puebla, México.
- OROZCO M., 2 000: "Remittances and markets: new players and practices", working paper, Inter.-american dialogue and The Tomas Rivera Institute.
- PAPAIL Jean, ARROYO Jesus, 2004 : *Les dollars de la migration mexicaine*, Paris, L'Harmattan.
- PAPAIL Jean, ARROYO Jesus, 2010 : *Les migrants mexicains créateurs d'entreprises*, Paris, L'Harmattan,.
- PESCADOR OSUNA J. A, 1998: "México-Estados Unidos: el impacto de las remesas", México, *Nexos*.
- TUIRÁN Rodolfo, SANTIBÁÑEZ Jorge y CORONA Rodolfo, 2006: "El monto de las remesas familiares en México. ¿mito o realidad?" *Papeles de población*, vol. 50, 2006, p. 147-169.
- TUIRÁN Rodolfo, SANTIBÁÑEZ Jorge y CORONA Rodolfo, 2006: "El debate sobre el monto de las remesas familiares", *Este país. Tendencias y opiniones*, vol. 185, 2006, p. 4-12.

ZUÑIGA HERRERA Elena, LEITE Paula, 2006: "Los procesos contemporáneos de la migración Mexico-Estados Unidos : una perspectiva regional", in *Migración Mexico-Estados Unidos, implicaciones y retos para ambos países* (ZUÑIGA HERRERA E., ESCOBAR LATAPI A, VERDUZCO Gustavo, ARROYO Jesus (Eds). CONAPO, U De G, Ciesas, COLMEX, Casa Juan Pablos.

ANNEXES

Tableau 1 : Différentes mesures du nombre de ménages récepteurs de fonds provenant de l'extérieur du pays (milliers de ménages, selon le trimestre (T) d'enquête).

	2006	2008	2010	2011
ENOE (Échantillon : 120 620 logements)	1 404,8 (T2)	1 160,5 (T2)	848,2 (T1)	802,0 (T1)
ENIGH (Échantillon : 35 146 logements)	1 858,8 (T3)	1 583,3 (T3)	1 357,0 (T3)	
Différences :	32,3 %	36,4 %	60 %	

Sources : ENOE, ENIGH, INEGI.

Tableau 2 : proportions de personnes de 14 ans et plus qui reçoivent des *remesas*, selon le sexe et le trimestre d'enquête au niveau national (*remesas* externes *remesas* internes).

Population de 14 ans et plus	Hommes	Femmes	Ensemble	% de femmes	Hommes	Femmes	Ensemble	% de femmes
T1-2005	1,46	3,32	2,44	71,8	2,75	5,73	4,33	70
T1-2010	0,8	1,74	1,28	71,5	2,50	5,18	3,91	69,7
Population de 60 ans et plus	Hommes	Femmes	Ensemble	% de femmes	Hommes	Femmes	Ensemble	% de femmes
T1-2005	5,46	6,77	6,17	59,0	11,0	18,4	14,9	66,1
T1-2010	2,75	3,48	3,14	59,5	8,6	16,2	12,7	68,7

Source : enquêtes ENOE, INEGI

Tableau 3 : répartition des bénéficiaires des *remesas* externes selon leur statut au sein des ménages.

	1^{er} trimestre 2005	1^{er} trimestre 2010
Chefs de ménages masculins	22,3	22,0
Chefs de ménages féminins	34,5	36,1
Conjoints (es) des chefs de ménage	21,0	18,5
Autres masculins	5,9	6,4
Autres féminins	16,3	17,0
Total	100	100
% de femmes	71,8	71,5

	< 60 ans	> 60 ans	Total		< 60 ans	> 60 ans	Total
T1-2005				T1-2010			
Hommes	15,0	13,2	28,2		15,1	13,4	28,5
Femmes	52,8	19,0	71,8		52,0	19,5	71,5
Total	67,8	32,2	100		67,1	32,9	100

Sources : Enquêtes ENOE 2005-2010, INEGI.

Tableau 4 : Pourcentage d'individus percevant des *remesas* de l'extérieur du pays à Encarnacion de Diaz.

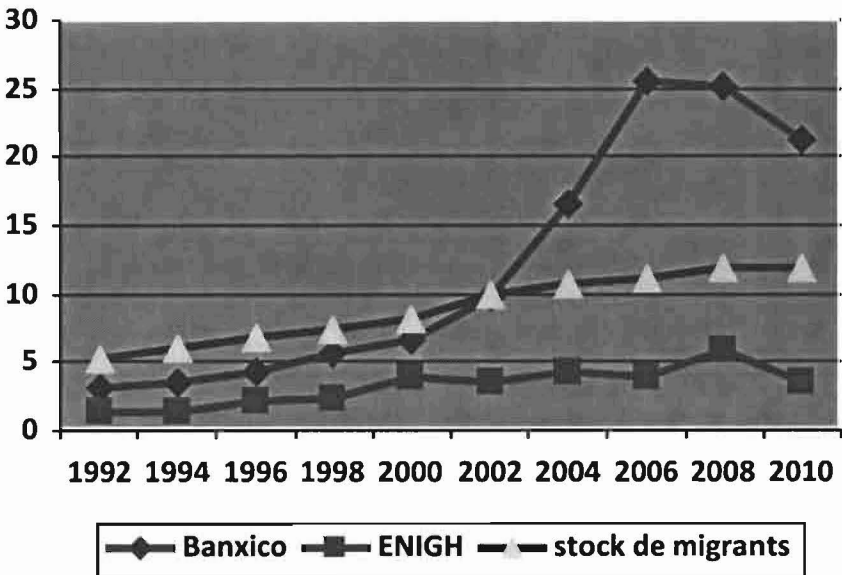
	15-59 ans	60 ans et plus	Total
Hommes	1,1 (2 257)	8,2 (366)	2,1 (2 623)
Femmes	4,9 (2 577)	14,9 (402)	6,2 (2 979)
Total	3,1 (4 834)	11,7 (768)	4,3 (5 602)

Source : enquête sur le travail, les migrations internationales et les impacts locaux à Encarnacion de Diaz en 2011 (IRD-IEDES-Paris1/CUCEA-U De G).

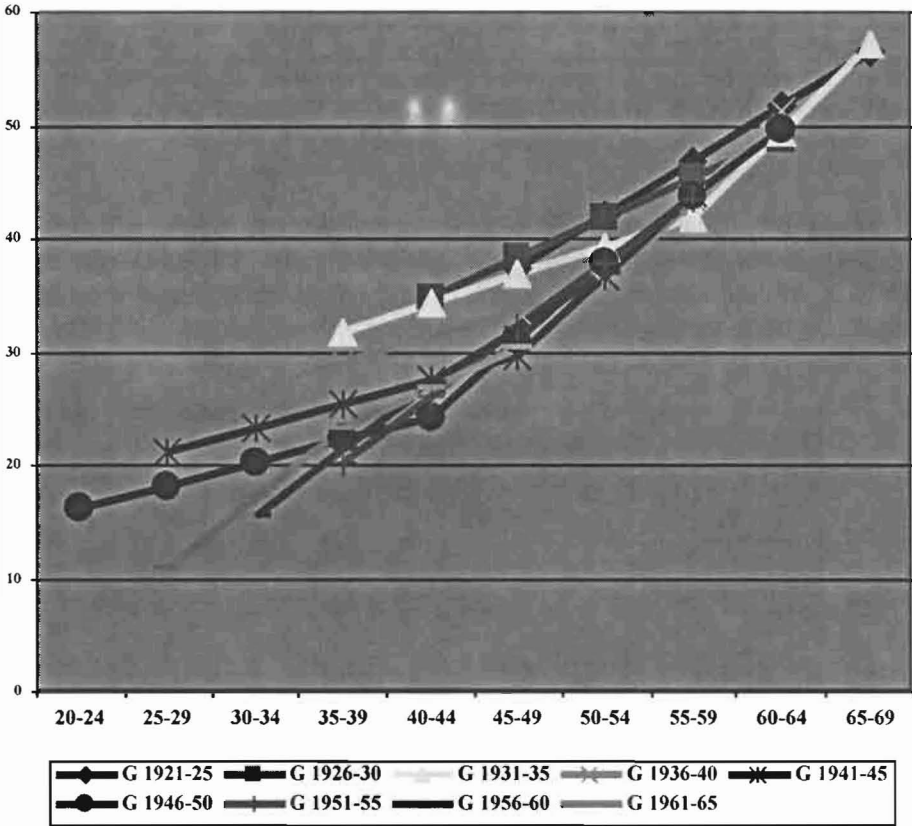
Tableau 5 : Pourcentage de personnes de 65 ans et plus disposant d'autres ressources que le travail

	Hommes	Femmes	Ensemble
Pensions au Mexique	11,2	6,1	8,2 (1 443)
Pensions de l'étranger	6,2	2,4	3,9 (1 444)
Remesas de Mexico	6,5	10,4	8,8 (1 441)
Remesas de l'étranger	6,0	7,4	6,9 (1 442)

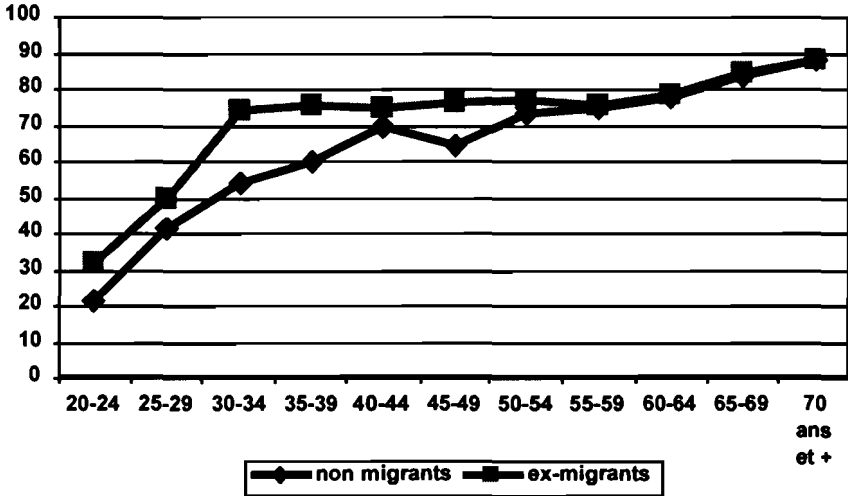
Source : enquête sur les personnes âgées à Yhualica de Gonzalez Gallo et Chapala en 2011-2012 (IRD-IEDES-Paris 1/CUCEA-U De G).

Graphique 1 : Comparaison du volume des transferts de fonds (milliards de dollars) de la Banque du Mexique (Banxico) avec l'enquête nationale ENIGH, milliards de dollars), et évolution du stock de migrants mexicains aux E. U (current population survey, millions).

Graphique 2 : Proportion de patrons et d'indépendants parmi les actifs au cours de la vie active de diverses générations masculines, niveau national, à travers les recensements de population mexicains de 1970, 1980, 1990, 2000 et ENOE 2010.



Graphique 3 : Proportion d'employeurs et de travailleurs indépendants parmi les actifs masculins de chaque groupe d'âges selon la condition migratoire.



Source : enquête IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G sur le non-salariat dans les villes moyennes du Centre Ouest mexicain, 2005-2006.

Papail Jean (2012)

L'argent de la migration mexicaine : consommation,
investissements et dépenses collectives

In : Guérin Isabelle (ed.), Selim Monique (ed.). *A quoi et
comment dépenser son argent ? : hommes et femmes
face aux mutations globales de la consommation*

Paris : L'Harmattan, p. 95-119. (Questions
Contemporaines. Série Globalisation et Sciences
Sociales)

ISBN 978-2-336-00646-8